

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT – POLICE DE L'EAU

**RECEPISSE DE DECLARATION**  
**CONCERNANT LA REALISATION DE PRELEVEMENTS ISSUS D'UN FORAGE**  
**sur le territoire de la commune de CARVIN**  
**EARL MARMUSE**

LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

**VU** le Code de l'Environnement et notamment le Livre II de la partie Législative et le Livre II, Chapitre IV de la partie Réglementaire ;

**VU** le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), approuvé le 23/11/2015 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2018-60-01 du 15 janvier 2018 portant délégation de signature à M. Denis DELCOUR, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ;

**VU** l'avis de l'hydrogéologue agréé rendu le 5 juillet 2016 sur le projet de demande de prélèvement d'eau sur le forage d'irrigation de l'EARL MARMUSE ;

**VU** le récépissé de déclaration délivré le 07 mai 2004 relatif à la création du forage dans le cadre de la rubrique 1.1.1.0 enregistré sous le n° 62-2004-90175 ;

**VU** la déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçue le 1 février 2018, présentée par l'EARL MARMUSE, enregistrée sous le n°62-2018-00032 et relative à un prélèvement d'eaux souterraines par forage sur la commune de CARVIN ;

**VU** l'accusé de réception délivré le 22 février 2018 ;

**donne récépissé à : EARL MARMUSE (M. Pascal MARMUSE) demeurant 173 rue Camille Desmoulin à PROVIN (59185) de sa déclaration concernant le prélèvement de 30 000 m<sup>3</sup>/an d'eau destiné à l'irrigation, au moyen du forage ayant pour coordonnées Lambert II étendu : X : 641 097 et Y : 2 612 069 implanté sur la commune de CARVIN, parcelle cadastrée ZE 0036.**

***L'ouvrage constitutif à ces aménagements rentre dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées de l'article R.214-1 du Code de l'environnement sont les suivantes :***

<b>Rubrique</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Régime</b>	<b>Arrêté de prescriptions générales correspondant</b>
<b>1.1.2.0</b>	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé de 30 000 m <sup>3</sup> /an étant supérieur à 10 000 m <sup>3</sup> /an mais inférieur à 200 000 m <sup>3</sup> /an relève du régime déclaratif (D).	<b>Déclaration</b>	<b>11/09/2003</b>

**Le déclarant peut débiter son opération dès réception du présent récépissé** et devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

**La mise en exploitation du forage d'irrigation devra respecter les recommandations établies par l'hydrogéologue agréé dans son avis du 5 juillet 2016.**

Copie de la déclaration et du présent récépissé sont adressées à la mairie de la commune de CARVIN où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la CLE du SAGE de la MARQUE DEÛLE pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente et notamment au tribunal administratif de LILLE dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions en mairie de CARVIN ;

2° Par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le service en charge de la police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'environnement.

En application de l'article R.214-40 du Code de l'Environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté avant réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

L'article R.214-40-3 du code de l'Environnement précise que, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la déclaration d'un projet cesse de produire effet lorsque celui-ci n'a pas été mis en service ou réalisé dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation ou, à défaut, dans un délai de trois ans à compter de la date de déclaration, à défaut de quoi la déclaration devient caduque.

Les agents mentionnés à l'article L.172-1 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration, à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARRAS, Le **03 AOUT 2018**

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer  
et par subdélégation  
Pour le Chef du Service de l'Environnement,  
L'adjointe au Chef de Service,



Hélène VILLAR

Pièces jointes :

- Plan de situation
- Prescriptions générales du 11/09/2003 relatives aux prélèvements



PREFET DU PAS-DE-CALAIS

*Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer*

EARL MARMUSE

CARVIN

Plan de situation



